

"Revolution culturelle" et "ingenierie sociale" en Republique Sovietique Socialiste Moldave (1924-1940)

Negură, Petru

Veröffentlichungsversion / Published Version

Zeitschriftenartikel / journal article

Empfohlene Zitierung / Suggested Citation:

Negură, P. (2006). "Revolution culturelle" et "ingenierie sociale" en Republique Sovietique Socialiste Moldave (1924-1940). *Studia Politica: Romanian Political Science Review*, 6(4), 885-904. <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-56252-3>

Nutzungsbedingungen:

Dieser Text wird unter einer CC BY-NC-ND Lizenz (Namensnennung-Nicht-kommerziell-Keine Bearbeitung) zur Verfügung gestellt. Nähere Auskünfte zu den CC-Lizenzen finden Sie hier:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/1.0/deed.de>

Terms of use:

This document is made available under a CC BY-NC-ND Licence (Attribution-Non Commercial-NoDerivatives). For more information see:

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/1.0>

« Révolution culturelle » et « ingénierie sociale » en République Autonome Soviétique Socialiste Moldave (1924-1940)

PETRU NEGURĂ

La formation de la République Autonome Soviétique Socialiste Moldave (RASSM) s'intègre parfaitement dans le contexte social et politique des années 1920 en URSS, elle-même à la recherche d'une forme appropriée d'«organisation étatique» (*gosudarstvennost'*)¹. Comme les autres républiques fédérées et autonomes, la RASSM est loin d'être autonome, économiquement ou politiquement. Le fait qui légitime sa création, c'est l'existence présumée dans ce territoire d'un groupe ethno-national particulier: les Moldaves. Apparue du jour au lendemain en 1924 pour des raisons de politique (ou plutôt de stratégie) internationale, la RASSM fait l'objet, durant son existence dans les années 1920-1930, d'une politique nationale et culturelle discontinue. Plusieurs groupes d'intérêt se disputent d'abord l'administration de cette entité territoriale, puis la définition et la création des composantes fondamentales de sa nationalité titulaire: langue, culture, histoire nationales. Ces conflits d'intérêt ont pour effet la réalisation partielle et inefficace des mesures de démocratisation et de modernisation sociales, appelées «révolution culturelle», processus incluant à la fois «indigénisation» (*korenizatsiia*), alphabétisation et scolarisation. Les échecs répétés de cette entreprise qui se veut révolutionnaire font obstacle à l'identification nationale unitaire de la population qualifiée d'autochtone, contrairement à la volonté de l'administration de cette république.

LA CRÉATION DE LA RASSM

La création de la RASSM en octobre 1924 s'inscrit dans un contexte de rapports tendus et de négociations échouées entre le gouvernement soviétique et la diplomatie roumaine sur «la question de la Bessarabie». À la Conférence de Vienne, où les représentants des deux États se rencontrent en avril 1924 après plusieurs tentatives manquées de trouver une issue de compromis au différend, la délégation soviétique déclare ne pas avoir de prétentions territoriales sur l'ancienne province russe mais souhaite déterminer la partie roumaine d'accepter l'organisation en Bessarabie d'un plébiscite pour laisser la population se prononcer elle-même sur une décision sur laquelle son opinion n'avait pas été consultée. Les ambassadeurs

¹ Le terme de «gosudarstvennost'», qui désigne une certaine «organisation étatique», est une formulation évasive pour dire une réalité qui se situe entre fédéralisme «bourgeois» (européen ou américain) et impérialisme tsariste, tout en les reniant. V. Théofil KIS, *Le fédéralisme soviétique. Ses particularités typologiques*, Éditions de l'Université d'Ottawa, Ottawa, 1973.

roumains déclinent cette demande en l'interprétant comme une immixtion dans les affaires internes d'un État souverain.

Parallèlement aux négociations diplomatiques, l'État soviétique poursuit d'autres pistes pour rétablir son emprise sur la Bessarabie. Les autorités roumaines ont enregistré en Bessarabie des actes fréquents de propagande et de provocations réalisés par des agents soviétiques ou des militants du Parti Communiste roumain pour soulever la population bessarabienne contre les représentants du pouvoir en place. En effet, les propagandistes bolcheviques trouvent un sol propice à leur message dans plusieurs zones de la province habitées de manière compacte par des groupes ethniques minoritaires, les plus défavorisés par le changement de régime après 1918. Plusieurs soulèvements de proportions variées éclatent entre 1919 et 1924, tous durement réprimés par les forces roumaines de l'ordre. Quelques mois après la conférence de Vienne, une révolte se déclenche à Tatar-Bunar, une localité hétérogène du point de vue ethnique du sud de la Bessarabie. Celle-ci fait de nombreuses victimes et débouche sur une campagne lancée par les autorités roumaines d'arrestation massive des communistes bessarabiens, accusés d'avoir provoqué la révolte. Cette campagne s'achève avec l'interdiction complète de l'activité du Parti Communiste roumain. La rébellion de Tatar-Bunar est l'événement qui détermine un transfert sur le long terme des stratégies mises en place par les deux parts impliquées dans le litige, l'une pour garder ses prérogatives sur le territoire disputé et l'autre pour les récupérer. La RASSM est créée sous l'effet direct de ce changement de tactique entrepris par le gouvernement soviétique pour regagner le territoire qu'il considérait comme lui appartenant de droit.

Si l'idée de la création d'une République soviétique moldave à l'Est du Dniestr a été déjà posée à plusieurs reprises à partir de 1921 dans les cercles des émigrés politiques d'origine bessarabienne réfugiés à Moscou, elle ne sera prise en considération par les forums supérieurs de l'État soviétique que lorsque toutes les autres tentatives de résoudre «la question bessarabienne» seront épuisées¹. Dès le début de 1924, le dossier concernant la future République soviétique moldave est examiné comme une alternative possible aux négociations de la conférence de Vienne.

Un groupe d'initiative, formé à titre exprès de communistes roumains et bessarabiens influents, réfugiés en URSS, est interpellé pour rédiger un mémoire sur «la nécessité de la création de la République Soviétique Socialiste Moldave». Selon les auteurs du mémoire, signé le 4 février 1924, les raisons essentielles de la formation de cette entité territoriale soviétique à la frontière avec la Roumanie consistent d'abord à «contribuer à la croissance du niveau économique et culturel de la population»; l'organisation de celle-ci aurait une importance stratégique pour l'URSS dans l'éventualité du déclenchement d'un conflit militaire (avec la Roumanie), pour lequel il serait nécessaire d'assurer un front bien consolidé. La République moldave serait assignée à jouer le même rôle politique et propagandiste d'exportateur de la révolution bolchevique que celui tenu par les Républiques biélorusse, ukrainienne et carélienne, respectivement par rapport à la Pologne et à la Finlande². Elle devrait enfin attirer l'attention et la sympathie de la population bessarabienne et lui conférer un état d'esprit favorable au rattachement de la Bessarabie à la République moldave. Sur le long terme, la nouvelle république soviétique

¹ V. Anton MORARU, «Destinul unui document», *Cugetul*, Chişinău, no. 5-6, 1992, p. 53.

² V. Terry MARTIN, *The Affirmative Action Empire: Nations and Nationalism in the Soviet Union (1923-1939)*, Cornell University Press, Ithaca & London, 2001, pp. 9, 274.

aurait un impact destructeur sur l'unité nationale de la «Grande Roumanie» et canaliserait l'influence de l'État soviétique dans les Balkans¹.

Les signataires du mémoire plaident pour la formation d'une République soviétique moldave à part entière, au même titre que la République ukrainienne. Mais le consensus fragile établi par les membres du groupe d'initiative risque à tout moment de déraiper. Une partie de celui-ci penche pour le rapprochement de la future République moldave et de la Bessarabie de l'Ukraine et de la Russie. D'autres membres du groupe, à savoir les communistes roumains, se prononcent pour l'organisation d'une révolution bolchevique en Roumanie et la mise en place d'un État roumain socialiste qui intégrerait la Bessarabie et même la Transnistrie. Les communistes roumains et bessarabiens ne sont pas les seuls à décider du degré d'autonomie de la future unité territoriale. Plusieurs formules sont avancées dans ce sens durant 1924 par les différents milieux impliqués dans cette affaire. Les représentants du Comité Central du Parti communiste d'Ukraine, eux, proposent la création d'un district national au sein de la République ukrainienne. D'autre part, Mikhaïl V. Frounze, l'une des figures influentes du Kremlin de provenance bessarabienne se prononce pour une République moldave autonome mais incluse dans le cadre de l'Ukraine. C'est cette dernière formule qui est enfin acceptée par les hauts dirigeants soviétiques de Moscou en guise de solution de compromis².

Les diverses conceptions administratives et territoriales proposées à la future division administrative expriment les intérêts spécifiques que chacun des facteurs de décision investissent dans la formation de celle-ci. Ces intérêts subsistent après la création de la RASSM et nourrissent des dissensions entre différentes factions du gouvernement de la république autonome, au long de son existence. Les tensions débouchent par périodes sur des crises et déterminent le changement – parfois radical – du cours des principales politiques administratives appliquées en RASSM.

LA FORMATION DE L'ADMINISTRATION MOLDAVE: SPHÈRES D'INFLUENCE ET LUTTES INTESTINES

La décision du Politburo du Comité Central du Parti Communiste (CC du PC) de Russie du 29 juillet 1924 «sur la création de la RASSM» met un terme aux controverses concernant le statut administratif et territorial de la Moldavie soviétique³. Mais les contradictions ressurgissent lors de la discussion de la structure du gouvernement et du caractère des politiques linguistiques et nationales appliquées dans la république autonome. Puisque la RASSM a été incluse dans la composition de l'Ukraine, les dirigeants ukrainiens, au début les moins disposés à accepter la formation d'une division territoriale dans les limites ou même aux dépens du territoire de la République ukrainienne, ont désormais un pouvoir de décision plus important. Ils ont une conception propre sur l'identité de la population moldave et de

¹ G. KOTOVSKI, A. BĂDULESCU, P. TKACENKO, S. TINKELMAN, A. NICOLAU, A. ZALIC, I. DIC, T. DIAMANDESCU, T. CHIORAN, V. POPOVICI, «Memoriu cu privire la necesitatea creării Republicii Sovietice Socialiste Moldovenești», *Cugetul*, Chișinău, no. 5-6, 1992, p. 55.

² V. Anton MORARU, «Destinul unui document», cit., p. 54.

³ V. Elena NEGRU, *Politica etnoculturală în RASS Moldovenească*, Prut Internațional, Chișinău, 2003, p. 17.

sa langue, éléments qui constituent des enjeux politiques fondamentaux de l'existence de la RASSM. Pour prévenir une éventuelle prétention territoriale de la part de la Roumanie à la Transnistrie en base de l'appartenance roumaine des Moldaves, les représentants du CC du PC ukrainien promeuvent la conception de la spécificité du «peuple moldave» par rapport à la nation roumaine. Cette conception aurait pourtant peu de chances de recevoir le feu vert tant que les communistes roumains participent à la prise des décisions. Les responsables ukrainiens usent alors du pouvoir d'influence dont ils disposent auprès des autorités centrales pour limiter l'accès des partenaires roumains au gouvernement de la RASSM. Dans les principaux organes administratifs de la république autonome, établis par le CC du PC ukrainien le 12 octobre 1924, n'est admis qu'un seul communiste roumain. Exclues des instances du pouvoir de la RASSM, les communistes roumains retournent aux fonctions qu'ils occupent au siège du Komintern à Moscou. Ils ne cesseront pas néanmoins de guetter une conjoncture plus favorable pour influencer le cours des politiques culturelles et linguistiques dans la République moldave à la création de laquelle ils ont participé.

Formé en majorité de communistes d'origine bessarabienne, engagés jusqu'alors dans les institutions administratives ukrainiennes, le Comité Régional Moldave auprès du CC du PC ukrainien (titulature complète de l'instance supérieure d'administration de la RASSM) est placé formellement dans la sphère d'influence immédiate des forums de décision de Kiev. Cependant, certains membres de la direction moldave du Parti manifestent, dès leur installation, des vues non conformes à la ligne établie par le CC du PC ukrainien, notamment au sujet de la langue moldave. Ils forment avec le numéro deux du gouvernement local une fraction minoritaire mais active qui oppose un contrepoids – considérable et parfois considéré – aux décisions élaborées par les responsables loyaux aux organes administratifs ukrainiens¹. Les deux groupes dirigeants de la RASSM – les «moldavisants» et les «roumanisants», comme on les appelle à l'époque en raison de leur position sur l'appartenance de la langue parlée en RASSM – se trouvent durant l'existence de la RASSM dans des rapports d'opposition qui dérapent périodiquement en des crises et renversements à l'échelle locale. Bien que la balance du pouvoir penche le plus souvent en faveur de la fraction majoritaire, pro-ukrainienne et «moldavisante», les «roumanisants» profitent au début des années 1930 de l'incertitude provisoire dans laquelle se trouvent leurs rivaux en raison de la disgrâce des protecteurs ukrainiens, pour promouvoir leurs propres visions et intérêts au niveau des politiques nationales et linguistiques. Dans la seconde moitié des années 1930, le rapport de force oscille à nouveau en faveur du groupe anciennement majoritaire qui lance une campagne contre la «roumanisation» de la langue moldave et vise les cadres administratifs originaires de Roumanie et leurs compagnons bessarabiens. Durant l'existence de la RASSM, le pouvoir ukrainien fait figure d'arbitre impartial entre les deux groupes rivaux. Mais il le fait de façon arbitraire lorsque la collaboration entre les «moldavisants» et les «roumanisants» entre dans l'impasse. Ainsi, en 1928, les deux leaders concurrents de la République moldave sont remerciés et remplacés par un gouvernement «d'alliance», plus consensuel et donc supposé plus efficace. De même, les purges de l'appareil du pouvoir qui se déclenchent avec plus de virulence en 1937 sous l'effet du choc venu de l'épicentre des

¹*Ibidem*, p. 21.

«grandes purges», Moscou et Kiev, frappent en proportions égales les «moldavissants» et les «roumanisants» et favorisent la venue au pouvoir de la jeune aile du Parti, les promus de la génération «stalinienne».

RÉVOLUTION CULTURELLE OU ACCULTURATION ?

Selon la version officielle, la RASSM a été créée à la demande de la population locale de Transnistrie. En réalité, toute une campagne de propagande est mise en marche après la décision fondatrice d'août 1924, poursuivie systématiquement des années durant, pour convaincre les Moldaves de la nécessité de la création de la RASSM et, ensuite, pour leur cultiver un sentiment d'attachement à leur nouvelle patrie. Les obstacles qui interviennent dans la réalisation de ce projet ressortent d'abord de la composition ethnique de la future république: la population «autochtone», dite moldave, ne représente que 30%, alors que le taux des Ukrainiens remonte à plus de 50% de la population générale de la RASSM. Si les Moldaves ont pu être assez facilement persuadés de la nécessité de cette nouvelle division territoriale qui semblait leur accorder, par son nom même, une situation privilégiée, il n'en est pas de même pour les Ukrainiens que la réforme administrative réduisait au statut de «minoritaires»¹. Les komsomols propagandistes ont travaillé assidûment pour convaincre les paysans ukrainiens de l'équité plénière dont ils bénéficieraient désormais et même de tout l'intérêt qu'ils auraient à reconnaître la République moldave.

La campagne de persuasion, lancée au sein de la population transnistrienne avant même que la RASSM soit officialisée donne des effets immédiats mais relativement modestes et provisoires. Les ambitions du nouveau pouvoir visent plus loin. Il s'agit de réaliser une révolution dans les consciences des Moldaves soviétiques, une «révolution culturelle». Ce projet d'inspiration léniniste suppose en théorie l'éveil auprès des travailleurs soviétiques d'une conscience de classe propre en combattant les vestiges du passé tsariste, profondément enracinés dans leur esprit. Dans la pratique, c'est un processus volontariste de démocratisation de la société par la liquidation de l'analphabétisme et la formation d'une nouvelle élite technique, intellectuelle et politique, d'origine populaire et indigène. Comme la révolution politique de 1917, la «révolution culturelle» démarrée dans les années 1920, si bien intentionnée soit-elle, ne s'impose pas sans contrainte ni sans la résistance, au moins passive, de la part de ceux qui étaient censés en tirer les avantages. Cette campagne de démocratisation et de modernisation par en haut favorise l'ascension d'une large couche sociale, à mesure qu'une autre partie de la société est soumise, pendant la même période, à la déculturation et au déclassement².

À l'échelle de la petite République moldave, le vaste projet d'«acculturation» – terme que Moshe Lewin préfère plutôt à celui de «révolution culturelle»³ – implique à

¹ Rapport de Badeev [secrétaire du Comité Régional moldave] à la II^e conférence de l'organisation régionale du PC(b) d'Ukraine, 1925, le 10 novembre, AOSPRM, f. 49, inv. 1, dos. 77, pp. 49-52, document reproduit dans Argentina GRIBINCEA, Mihai GRIBINCEA, Ion ȘIȘCANU (éd.), *Politica de moldovenizare în RASS Moldovenească*, recueil de documents, Civitas, Chișinău, 2004, p. 41.

² Sheila FITZPATRICK (éd.), *Cultural Revolution in Russia, 1928-1931*, Indiana University Press, Bloomington, 1978.

³ Moshe LEWIN *La Formation du système soviétique. Essais sur l'histoire sociale de la Russie dans l'entre-deux-guerres*, Gallimard, Paris, 1987, p. 61.

côté de l'alphabétisation et de la scolarisation généralisées, une double initiative qui vise à encourager le développement de la population autochtone par la mise en place des politiques d'«indigénisation» et de «moldavisation», mesures complémentaires qui se proposent d'une part la formation privilégiée des spécialistes d'origine indigène et, d'autre part, l'apprentissage de la langue «moldave» par les cadres allophones. Malgré les efforts concentrés dans cette entreprise ambitieuse, les résultats obtenus sont en général inférieurs aux attentes. En fait, les intentions déclarées par les autorités locales, qui reprennent à la lettre les directives centrales dans ce sens, sont régulièrement compromises par des actions incomplètes et incohérentes. Les moyens employés ne sont pas à la hauteur des objectifs proposés, dans la mesure où la contribution des spécialistes formés sous l'ancien régime est régulièrement refusée. Les initiatives de démocratisation du recrutement des cadres pour les institutions publiques de la RASSM (par exemple l'«indigénisation») restent souvent lettre morte tant que les responsables ne sont pas directement intéressés à les mettre en place. Enfin, les réformes radicales apportées tous les quatre ans à la langue «moldave» réduisent à chaque fois à néant les réalisations tant soit peu modestes obtenues précédemment dans les domaines où la communication écrite est une occupation de base.

L'alphabétisation

Partant du principe selon lequel «l'illettré reste en dehors de la politique» (Lénine)¹, la «lutte contre l'analphabétisme» menée en Union soviétique dès les années 1920 est proclamée une entreprise éminemment politique. En Moldavie soviétique, l'alphabétisation est vue aussi comme une condition indispensable à la réalisation des actions qui constituent le programme de base des quinquennaux staliniens: la collectivisation et l'industrialisation². Aux yeux des responsables communistes, la révolution culturelle doit annoncer et préparer la révolution industrielle. La tâche s'annonce laborieuse, puisque, en RASSM comme dans d'autres républiques soviétiques, «...le bas niveau culturel qui caractérise toute la société forme la toile de fond sociale du stalinisme»³.

Conformément au recensement de 1926, en RASSM les analphabètes représentent 63% de la population⁴. L'armée des *kul'tarmeitsy* (littéralement: combattants culturels) engagée dans l'alphabétisation ne tarde pas à donner des résultats notables. Les réunions du Parti se félicitent régulièrement des succès remportés dans «l'édification nationale culturelle» (le secrétaire du Comité Régional moldave du Parti déclare à la VII^e Conférence du CR du PC du 15-20 juillet 1931 que «la Moldavie se transforme en une république sans analphabètes»⁵) et pourtant les rapports qui parviennent des districts annoncent des bilans moins victorieux⁶. Au 1 janvier

¹ Cité par F.S. OMELCHUK, *Razvitie sotsialisticheskoi kul'tury v Moldavskoi ASSR*, Editura Școala sovietică, Chișinău, 1950, pp. 46.

² D'après Charles KING, *Moldovenii, România, Rusia și politica culturală*, trad. roum. D. Stanciu, Arc, Chișinău, 2002, p. 73.

³ Moshe LEWIN, *Le Siècle soviétique*, Paris, Fayard, 2003, p. 81.

⁴ D'après Elena NEGRU, *Politica etnoculturală...cit.*, p. 78.

⁵ AOSPRM, f. 49, inv. 1, dos. 1890, p. 54, cité par Elena NEGRU, *Politica etnoculturală...cit.*, p. 79.

⁶ V., entre autres documents, AOSPRM, f. 32, inv. 1, dos. 119, 126; f. 49, inv. 1, dos. 2756, documents cités dans Argentina GRIBINCEA et al. (éd.), *Politica de moldovenizare...cit.*, pp. 171, 192, 235.

1937, les statistiques officielles attestent l'existence de 15% d'analphabètes (ou 85 620 sur une population de 582 000)¹. Par rapport aux résultats fournis par le recensement de 1926, ce taux marque une réussite importante. Il doit être pourtant pris avec discernement, puisque la plupart des personnes « alphabétisées » le sont devenus en très grande hâte. Les cours d'alphabétisation organisés pendant les années 1930 durent 4, 5 mois dans les villages et 8 mois dans les localités urbaines². Encore ne sont-ils que faiblement fréquentés. Après une journée de travail assidu, les paysans sont très peu déterminés à suivre les cours d'alphabétisation. Au grand dam des responsables des comités régionaux et des districts du Parti, les présidents des kolkhozes et des soviets du village tolèrent souvent la mauvaise fréquentation de ces cours en accordant la primauté aux travaux saisonniers³. Les agents de l'alphabétisation (komsomols, membres des associations du type « À bas l'analphabétisme ! » et divers « combattants culturels ») engagés en grand nombre pour déployer la campagne d'alphabétisation ont eux-mêmes un niveau de scolarisation assez réduit, s'élevant souvent à 4 classes d'école primaire, et une préparation hâtive (ils suivent des cours spéciaux de 2 mois)⁴. La durée et la basse qualité des cours font que, à la sortie de ceux-ci, les paysans grossissent de fait les rangs des semi-analphabètes (ou illettrés). Au 1^{er} janvier 1937, parmi les personnes alphabétisées (493 000 ou 85%) il faut compter plus d'une centaine de milliers de semi-analphabètes. Pour ces derniers, les cas des récidives sont d'autant plus fréquents que, pour des raisons politiques, la langue « moldave » change périodiquement d'alphabet, de lexique et de structure grammaticale. Les réformes linguistiques instituées en 1929, en 1932 et en 1938 font de l'alphabétisation une véritable course aux obstacles et de l'analphabétisme une déficience endémique.

Les établissements politico-culturels

L'alphabétisation comprend nécessairement la composante politique. Outre les écoles du soir de *likbez* (liquidation de l'analphabétisme), tout un réseau d'établissements « politico-culturels » est mis en place dans les villes et les villages de la république : clubs (ou foyers culturels), maisons de lecture, bibliothèques, cinématographes, théâtres populaires, « coins culturels », etc. Ces institutions, qui, selon les chiffres officiels, existaient au nombre de 216 en 1928 et à la fin des années 1930 sont présentes dans toutes les localités⁵, sont prévues être de véritables foyers de rayonnement culturel et politique. Elles accueillent régulièrement des animateurs culturels et politiques pour tenir des leçons à caractère culturel, politique ou économique, organiser des discussions, des lectures à haute voix, des écoutes collectives d'émissions radiophoniques, des spectacles, des projections de films muets et sonores, etc.

¹ AOSPRM, f. 49, inv. 1, dos. 3908, p. 45, cité par Elena NEGRU, *Politica etnoculturală...cit.*, p. 81.

² D'après Argentina GRIBINCEA et al. (éd.), *Politica de moldovenizare...cit.*, p. 18.

³ AOSPRM, f. 32, inv. 1, dos. 119, p. 66; f. 35, Inv. 1, dos. 249, p. 179; f. 49, inv. 1, dos. 2284, p. 63, dos. 2285, p. 48, etc., d'après, Argentina GRIBINCEA et al. (éd.), *Politica de moldovenizare...cit.*, pp. 171-181.

⁴ D'après Elena NEGRU, *Politica etnoculturală...cit.*, p. 80.

⁵ F.S. OMELCHUK, *Razvitie sotsialisticheskoi kul'tury...cit.*, pp. 64-65.

La presse écrite et la radio ont un rôle actif sur le «front culturel» en informant au jour le jour la population de la RASSM des réalisations et des difficultés à l'échelle régionale, centrale et internationale. Ainsi rythment-elles l'activité des travailleurs moldaves avec de nouveaux ordres du jour lancés par les autorités de Balta (ensuite Tiraspol), de Kiev ou de Moscou. La gazette est «l'instructeur des paysans», comme l'annonce avec emphase un titre du journal républicain du Parti, *Plugarul Roșu*¹. Pour pouvoir exercer sa mission pédagogique, l'administration régionale et des districts organisent périodiquement des campagnes de diffusion de la presse du Parti au sein de la population, avec pour objectif d'assurer l'abonnement d'au moins un journal pour trois foyers de paysans et d'une publication périodique pour chaque famille de citoyens. L'*aktiv* du village (les membres de l'administration et du Parti, les professeurs, les *kul'tarmeicy* et les autres promoteurs de l'édification socialiste) doit être intégralement abonné à la gazette, ainsi que participer à sa diffusion². Par périodes, surtout après la mise en pratique d'une réforme linguistique, les taux d'abonnement à la presse chutent de manière aussi spectaculaire que leur hausse après des campagnes de diffusion réussies. Les organes administratifs sont alors de nouveau mis en garde et stimulés pour lancer une nouvelle campagne de «travail explicatif de masse». À partir de 1927, plusieurs clubs du village sont munis d'un appareil radio³ – cette «gazette sans papier et sans distance», selon la définition consacrée de Lénine – pour offrir aux paysans peu habitués à la parole écrite des séances aussi attractives qu'édifiantes.

La scolarisation

À côté de l'alphabétisation des personnes adultes, la scolarisation des enfants apparaît comme l'une des priorités de la «révolution culturelle» lancée en RASSM, peu après sa création. Comme dans la «lutte contre l'analphabétisme», les ambitions des responsables moldaves dans le domaine de la scolarisation sont nettement plus élevées que les ressources pour les réaliser. Selon les historiens moldaves des années 1950-1960⁴, le nombre des écoles croît vertigineusement en RASSM d'une année sur l'autre. En 1925 il n'y avait que 294 écoles, toutes proportions confondues, dont 11 seulement enseignaient en langue dite moldave⁵. Dix ans après, le nombre des écoles serait de 491 (244 écoles primaires, 235 écoles septennales et 12 écoles secondaires), dont 141 de langue moldave. Ces données reprennent mécaniquement les informations fournies par les discours officiels des dirigeants de RASSM à l'occasion de dates jubilaires. En revanche, l'Office central de statistique de l'URSS présente, pour la RASSM, une dynamique de scolarisation moins spectaculaire. Selon le principal organisme de statistique de l'URSS, le

¹ *Plugarul Roșu*, le 14 juillet 1926, p. 2.

² AOSPRM, f. 3, inv. 1, d. 411, pp. 57-58.

³ *Plugarul Roșu*, le 4 février 1927, p. 1.

⁴ V., F.S. OMELCHUK, *Razvitie sotsialisticheskoi kul'tury...cit*, pp. 37-42; D.I. ANTONIUK (éd.), *Stroitel'stvo sotsialisticheskoi kul'tury v Moldavii 1917-1960*, Știința, Chișinău, 1987, pp. 51-63.

⁵ Le syntagme de «langue moldave», officialisé par le pouvoir soviétique en RASSM pour des raisons politiques, désigne en fait un dialecte de la langue roumaine.

nombre des écoles de tout type évolue, dans la République moldave, de 205 en 1927/28 à 245 en 1937/38. La croissance est plutôt d'ordre qualitatif, observée au niveau du nombre des écoles septennales et secondaires et, en même temps, des professeurs et des élèves¹. Mais ces données sont loin d'égaliser les estimations faites par les historiens moldaves sus-mentionnés.

Malgré la croissance des professeurs en nombre, leur développement en termes qualitatifs est plus difficile et, partant, plus lent. Fondé en 1926, le Collège (Tekhnikum) pédagogique de Balta² est, jusqu'en 1930, la seule institution d'enseignement habilitée à préparer des pédagogues professionnels. Dans les années 1930, un Institut d'instruction publique et un Institut Pédagogique sont mis en place à Tiraspol³, établissements d'enseignement supérieur qui fournissent, au terme d'un cycle d'études de quatre ans, des cadres didactiques pour les écoles septennales et secondaires de la république. Pendant la même période, deux autres écoles pédagogiques et des cours pédagogiques d'un et de deux ans organisés par le Ministère⁴ de l'Instruction ont à leur tour la mission de remplir le déficit accru de pédagogues dont souffrent les écoles ouvertes en toute hâte. Dans les conditions où la première promotion des diplômés du Tekhnikum pédagogique ne sort que vers 1930 et les jeunes spécialistes issus des deux Instituts de Tiraspol deviennent professeurs seulement à partir de 1934 et respectivement de 1937, le gros des professeurs d'école n'ont à l'actif, jusqu'à la deuxième moitié des années 1930, qu'un cursus septennal sinon primaire et les cours de préparation d'un ou deux ans.

En plus du déficit chronique de pédagogues diplômés, les écoles de la RASSM subissent une insuffisance prolongée de manuels scolaires. À chaque application d'une réforme linguistique (accompagnée d'une révision de la politique culturelle), des lots entiers de manuels scolaires sont proscrits (avec leurs auteurs) avant qu'une nouvelle partie de manuels soit conçue et mise en circulation. Vu que ces «réformes» concernent la langue et la culture de la nationalité (*natsional'nost'*)⁵ en cours de formation et non les nations établies (ukrainienne et russe), les institutions scolaires et culturelles de langue «moldave» sont celles qui en sont le plus touchées. Les politiques de moldavisation et d'indigénisation qui se proposent de promouvoir le groupe ethnique autochtone (les Moldaves) sont ainsi constamment étouffées par ce «réformisme» linguistique et culturel qui

¹ V. les données concernant la scolarisation en RASSM selon l'Office central de statistique près le Conseil de Ministres de l'URSS, in *L'édification culturelle en URSS*, Éditions des langues étrangères, Moskva, 1958, p. 102.

² Balta est, jusqu'en 1930, la capitale de la RASSM.

³ Tiraspol est, à partir de 1930, la nouvelle capitale de la RASSM.

⁴ Pour faciliter la lecture, j'emploierai désormais le mot «Ministère» au lieu de l'expression «Commissariat du peuple» qui désigne officiellement, jusqu'aux années 1950, les organes exécutifs soviétiques.

⁵ Selon la typologie des groupes ethno-nationaux de l'époque stalinienne, au sommet il y aurait les nations socialistes, à chacune revenant une république fédérée (soviétique socialiste), les nationalités (*natsiona'lnost'*) socialistes, territorialement encadrées en républiques autonomes (au sein des républiques fédérales) et, enfin, les peuplades (*narodnosti*) qui partagent le territoire d'une république autonome ou fédérée, étant circonscrits dans certains cas en régions autonomes (*oblasti et okrugi*). V. Théofil KIS, *Le fédéralisme soviétique...* cit, et Olivier ROY, *La Nouvelle Asie centrale ou la fabrique des nations*, Seuil, Paris, 1997, p. 111.

obéit à des raisons politiques qui ont peu en commun avec les objectifs affichés par la «révolution culturelle».

La littérature

Les écrivains jouent un rôle éminent dans cette entreprise d'édification culturelle qui se veut révolutionnaire. Actifs d'abord comme journalistes dans la rédaction du journal du Parti, la plupart des littérateurs moldaves occupent des postes clef dans la filiale moldave de l'Académie ukrainienne et sont conseillers – parfois influents – dans la prise des décisions par les autorités locales en matière de politiques linguistiques et culturelles. Ils valorisent leurs aptitudes d'«ingénieurs de l'âme» en composant des textes littéraires édités en des livraisons de la collection «Bibliothèque bon marché» pour les personnes en cours d'alphabetisation ou des manuels scolaires de littérature et d'autres disciplines pour les écoliers. Enfin, avec leurs œuvres sur les travailleurs moldaves, la Moldavie soviétique et la Bessarabie, ils apportent leur contribution à ce que la «révolution culturelle» bâtit en particulier à l'échelle de la RASSM: la nation moldave.

L'INVENTION DE LA CULTURE MOLDAVE: NATIONALE OU SOCIALISTE ?

La création de la RASSM marque un tournant dans le comportement du gouvernement soviétique et de ses tentatives de reprendre le contrôle sur un territoire qu'il considère comme lui revenant de plein droit, en dépit des accords établis dans le cadre du Traité de Brest-Litovsk au nom desquels la Russie renonçait à ses anciennes prérogatives sur les colonies tsaristes. La création de la République soviétique moldave implique également un revirement idéologique dans l'argumentaire formulé par la diplomatie soviétique par rapport à «la question de la Bessarabie», avec la mise en avant d'une thèse étrangère jusque-là aux principes communistes: l'idée nationale. Ce revirement paraît d'autant plus surprenant que, jusqu'en 1924, les ambassadeurs soviétiques niaient la pertinence de l'argument ethnique défendu par la partie roumaine pour légitimer l'intégration de la Bessarabie à la Roumanie¹. Deux ans après la formation de la RASSM, l'idée de l'existence d'un «peuple moldave», proche mais différent de la nation roumaine, est partagée par tous les idéologues et les dirigeants de la république. Il ne reste qu'à mettre au point les coordonnées géographiques et symboliques de cette nouvelle entité. La langue, l'histoire, le patrimoine culturel, ainsi que les frontières de la «nationalité» moldave feront dès lors l'objet de débats – souvent passionnés et risqués – qui se prolongeront jusqu'à la fin des années 1930 dans le cadre du Comité Scientifique Moldave (désormais CSM, la filiale locale de l'Académie d'État ukrainienne) et des forums administratifs, en fonction des intérêts politiques poursuivis par les différents agents et groupes impliqués dans l'«édification nationale» de la Moldavie soviétique.

¹ V. à ce propos Charles KING, *Moldovenii...cit.*, pp. 55-56.

La nation moldave en débat

Avant la création de la RASSM, les partisans soviétiques les plus ardents pour la « cause bessarabienne » ne mettaient pas en doute l'appartenance de la population roumanophone de Bessarabie et des Roumains de l'Ancien Royaume au même groupe ethnique. Mais pour eux l'argument ethnique ne comptait pas, parce que les forums qui ont décidé l'unification de la Bessarabie avec la Roumanie n'auraient pas consulté sur ce point la population bessarabienne. Avant août 1924, la création d'une République soviétique moldave à la frontière avec la Roumanie était examinée avec beaucoup de précautions et de réserves par les gouvernants soviétiques à cause justement de l'appartenance roumaine incontestée des Moldaves. Ainsi, le 3 mars 1924, le Ministre (commissaire du peuple) soviétique des Affaires étrangères, Guéorgui V. Tchitchérine, dans une note adressée à Viatcheslav M. Molotov, le secrétaire du CC du PC(b) pan-russe, estimait que la création de la RASSM était alors prématurée, puisque la reconnaissance d'une population importante de Moldaves (donc de Roumains) sur le territoire soviétique était supposée renforcer la position des Roumains dans le litige concernant la Bessarabie¹. Le changement de tactique adopté par le gouvernement soviétique après l'échec des négociations à la Conférence de Vienne impose donc aussitôt une révision du discours des officiels soviétiques sur l'appartenance ethno-nationale des Moldaves de Bessarabie et de Transnistrie. En août 1924, A. Grinstein, l'un des responsables des questions idéologiques pour la création de la RASSM, développe dans le journal *Odesskie Izvestia* un ample argumentaire pour soutenir la thèse de la différence ethnique des peuples moldave et roumain et de la particularité de la langue « moldave » par rapport au roumain, en prenant comme modèle l'émancipation ethnique et linguistique des Ukrainiens face à la nation russe². Cette thèse provoque un débat qui dure plusieurs années avant qu'elle soit reconnue vers 1928 comme l'idéologie fondatrice du « peuple moldave soviétique ».

Le groupe des communistes roumains avance, de son côté, une autre conception de l'appartenance ethnique des Bessarabiens et des Transnistriens. Dans un mémoire envoyé le 8 janvier 1925 aux forums supérieurs du pouvoir de Moscou et de Kiev, Ion Dic, l'ancien secrétaire du groupe d'initiative pour la création de la RASSM, soutient que la théorie de la prétendue différence des peuples moldave et roumain peut entraver l'influence soviétique en Roumanie et compromettre l'idée même de la révolution mondiale. Au nom du groupe qu'il représente, il propose l'introduction en RASSM de l'alphabet latin et le rapprochement de la « langue moldave » des standards du roumain littéraire. De même, il s'oppose au projet de création d'une culture moldave et considère comme plus raisonnable et utile d'user d'une version adaptée à l'esprit communiste de la culture roumaine. Cette prise de position des communistes roumains est qualifiée par Mykola Skrypnyk, haut dirigeant ukrainien et président de la Chambre des nationalités de l'URSS, de manifestation impérialiste³.

Vladimir Dembo, l'un des idéologues soviétiques les plus zélés sur la question de la Bessarabie, lui-même d'origine bessarabienne, propose en 1925 une perspective marxisante sur la problématique ethno-nationale en Bessarabie et en

¹ Cité par Elena NEGRU, *Politica etnoculturală...*cit, p. 12.

² *Ibidem*, p. 15.

³ *Ibidem*, pp. 14-16.

Transnistrie. Il soutient notamment que les Moldaves ne forment pas une nation spécifique mais plutôt un groupe social différent des Roumains de l'Ancien Royaume. La population moldave de Bessarabie et de Transnistrie serait formée, d'après V. Dembo, des paysans qui ont fui le joug des boyards des anciennes principautés danubiennes. Les Moldaves de la RASSM seraient donc liés à la population bessarabienne par des «liens du sang» et en même temps par une communauté de classe¹.

Invités à se prononcer sur la question, les savants moscovites ne donnent pas un avis tranchant. Bien qu'ils parlent la même langue, le roumain, les Moldaves ne font pas forcément partie du même groupe ethno-national que les Roumains, estime en 1925 K. Derjavine, linguiste et ethnographe soviétique reconnu². Les débats continuent mais ils sont de plus en plus dominés par le groupe de pression ukrainien d'orientation «moldavisante», peu intéressé à admettre une enclave roumaine sur son territoire. À partir de 1926, l'objet des controverses se déplace de la particularité ethnique des Moldaves, qui ne fait plus de doute, aux traits précis de cette particularité: la langue, la culture, l'histoire. En septembre 1928, deux savants russes – le linguiste M.V. Sergievski et l'ethnographe P.P. Svechnikov – arrivent en RASSM avec pour mission de faire une expédition de recherche³ linguistique et ethnographique dans les districts de la république autonome, pour mettre les points sur les i dans la question: «Les Moldaves, sont-ils une nation à part entière ou seraient-ils de souche roumaine?»⁴. Au terme de deux semaines de recherches, les savants se réunissent pour faire le bilan provisoire de leur activité mais ils ne prononcent pas une conclusion définitive sur le sujet de discorde en invoquant la nécessité d'enquêtes plus approfondies. Ils donnent pourtant leur accord de principe au projet de création de la langue moldave littéraire, auquel les savants moldaves travaillent depuis plus d'un an. À la réunion du Comité scientifique moldave (CSM) où les savants russes exposent les premiers résultats de leur expédition, Gavril Buciușcanu, membre du conseil administratif du CSM et ancien ministre de l'Instruction de la RASSM, annonce les principes de base de la nouvelle grammaire moldave qui se propose de dissiper toute incertitude sur la spécificité de la langue moldave et du «peuple moldave».

Dans leur souci de créer un fondement scientifique au particularisme moldave encouragé par les cercles dirigeants de Moscou et surtout de Kiev, les savants moldaves réunis à la direction du CSM – G. Buciușcanu, G. Madan, I. Goian – mettent les bases d'un nationalisme moldave calqué sur le modèle des pays voisins, plus avancés dans leurs efforts de se bâtir une identité nationale propre. Poussés par leur zèle à démontrer scientifiquement la spécificité des Moldaves, les savants du CSM s'emploient à faire des recherches anthropométriques sur un échantillon de Moldaves et de Roumains⁵. Destinés au début à diminuer et à prévenir l'influence du nationalisme roumain en RASSM et à terme en Bessarabie, les savants et les écrivains «moldavisants» créent à la fin des années 1920 les prémisses d'un nouveau nationa-

¹ D'après Charles KING, *Moldovenii...cit.*, p. 59.

² D'après I. GOIAN, «Despre articolul lui Derjavin», *Moldova literară*, avril 1931, pp. 49-54.

³ Entre 1925 et 1930, M. Sergievski dirige quatre expéditions linguistiques et ethnographiques en RASSM. D'après Charles KING, *Moldovenii...cit.*, pp. 63-64.

⁴ D'après *Plugarul Roșu*, le 21 septembre 1928, p. 4 et le 31 septembre 1928, p. 6.

⁵ «Rapport sur la construction culturelle-nationale», AOSPRM, f. 49, inv. 1, d. 2225, pp. 15-24, doc. reproduit dans Elena NEGRU, *Politica etnoculturală...cit.*, p. 181. V. aussi Charles KING, *Moldovenii...cit.*, p. 66.

lisme. Cette entreprise de construction nationalitaire fait pourtant long feu. En 1933, l'Académie et la direction du Parti de la République ukrainienne sont épurées de leurs membres les plus actifs, accusés de nationalisme. En RASSM, la vague du séisme «antinationaliste» provenant de Kiev évince plusieurs hauts responsables de la république ainsi que toute la direction du CSM. L'épuration des «moldavissants» du Comité scientifique et du Comité Régional du Parti marque un coup d'arrêt au «nationalisme moldave» naissant et laisse le champ libre aux «roumanisants».

La moldavisation: un nationalisme officiel?

Les politiques de «moldavisation» et d'«indigénisation» s'intègrent d'emblée dans une entreprise démarrée dans toute l'URSS du milieu des années 1920 au début des années 1930 qui consiste à promouvoir les petites nationalités opprimées sous l'Empire tsariste pour les engager dans le processus révolutionnaire d'«édification socialiste». En principe, ce sont des politiques éminemment démocratiques. Néanmoins, la mise en place de ces mesures de «discrimination positive» poursuit aussi des objectifs politiques qui dépassent l'intention de démocratisation proprement dite. Lors d'une réunion tenue en 1929 avec les écrivains ukrainiens sur la question nationale, Staline affirme que la création d'une langue et d'une culture unique, pan-soviétique, doit passer nécessairement par l'épanouissement culturel de toutes les nations et nationalités soviétiques:

«[Il est besoin de favoriser] le développement des cultures nationales à l'époque de la dictature du prolétariat, leur développement maximal; [...] il est important que nous protégions les cultures nationales pour que ces dernières s'épuisent définitivement [*ischerpav vo vsiu sebia*] et donnent lieu à l'apparition d'une langue [commune] dans tout le monde, qui ne sera pas le russe, mais une langue internationale»¹.

L'orientation que Staline promeut dans la politique nationale à l'époque de la «révolution culturelle», mais à laquelle il renoncera quelques années plus tard, légitime en partie l'argument selon lequel le nationalisme est récupéré par les gouvernants bolcheviques comme une «idéologie de camouflage» pour intégrer plus efficacement les communautés ethniques de l'Union soviétique sous la bannière de l'idée communiste².

En favorisant l'accès de la population autochtone à la scolarisation et à l'exercice du pouvoir, la moldavisation et l'indigénisation servent à légitimer la création de la RASSM et l'instauration du régime bolchevique dans la région. L'application de ces politiques doit servir de contre-argument à l'idée diffusée par certains journaux roumains selon laquelle le pouvoir bolchevique s'est imposé en Transnistrie par la force et que les Moldaves sont complètement étrangers aux idéaux du communisme³. En effet, surtout dans les premières années de l'existence

¹ Joseph STALINE, «Du sténogramme du discours de J.V. Staline à la rencontre avec les littérateurs ukrainiens», RGASPI, F. 558, Inv. 1, D. 4490, pp. 3-17, doc. reproduit in *Vlast' i khudozhestvennaia intelligentsia. Dokumenty CK RKP(b) – VKP(b), VChK – OGPU – NKVD o kul'turnoi politike. 1917-1953 gg.* «Demokratia», Moskva, 2002, pp. 102-103.

² V., Terry MARTIN, *The Affirmative Action Empire...*cit., p. 5.

³ D'après D.I. ANTONJUK, *Dinamizm kul'turnogo stroitel'stva v Sovetskoj Moldavii, Știința, Chișinău*, 1984, p. 224, cité par Argentina GRIBINCEA et al. (éd.), *Politica de moldovenizare...*cit., p. 5.

de la RASSM, le taux des Moldaves dans le Parti communiste est minime. Ils sont seulement 9 en 1924, 56 en 1925 et 270 en 1927¹. L'indigénisation devient dans ce contexte une «fabrique de cadres», en politique et dans d'autres domaines de la société. Pour les spécialistes allogènes et allophones, la connaissance de la langue «moldave» acquiert une forte importance politique dans la mesure où ils étaient prévus participer prochainement à la soviétisation de la Bessarabie, voire de la Roumanie tout entière, à la suite de la réalisation du projet d'«exportation» de la révolution communiste dans le «proche étranger».

Dès le début des années 1930, le gouvernement soviétique renonce peu à peu à ses projets de révolution mondiale et s'axe sur le programme du «socialisme dans un seul pays». Du coup, ses aspirations d'expansion en Europe centrale deviennent plus souples. La réforme linguistique mise en place début 1932, qui officialise de fait la langue roumaine en Moldavie soviétique, est conçue pour favoriser l'«ouverture» de la politique soviétique par l'intermédiaire de la RASSM vers la Bessarabie et la Roumanie en général. Des mesures de «latinisation» de l'alphabet ont été déjà appliquées dans les années 1920 dans les républiques soviétiques turcophones d'Asie centrale et en République autonome de Carélie. Dans les républiques soviétiques orientales l'introduction de l'alphabet latin, déclaré être «le véritable alphabet de la Révolution d'Octobre» et «un moyen fort pour mener la révolution culturelle dans l'Est soviétique»², était prévue pour affaiblir l'emprise du clergé musulman sur les masses et en même temps prévenir l'impact d'un éventuel trafic de l'imprimé venu des pays islamiques voisins ou de la littérature éditée avant la Révolution³. La «latinisation» initiée en RASSM en 1932 est dans ce sens analogue à la politique linguistique opérée en Carélie, où l'utilisation officielle de la langue finnoise devait servir de canal de diffusion de la propagande communiste en Finlande et, à terme, préparer l'incorporation de certains territoires finlandais limitrophes.

Les politiques de moldavisation, d'indigénisation et de latinisation sont interrompues en 1938 tout aussi brusquement qu'elles ont été lancées. Pendant que les grandes purges ravagent les organismes administratifs et la filiale locale de l'Académie de RASSM, en frappant aussi bien les «moldavisants» que les «roumanisants», les prémisses initiales de l'édification culturelle et nationale de même que l'intérêt de diffuser l'idéologie communiste dans les pays limitrophes ne sont plus à l'ordre du jour. Bientôt, le pacte de non-agression entre l'Union soviétique et l'Allemagne nazie va partager la carte de l'Europe centrale en deux zones d'influence. Du jour au lendemain, la Bessarabie sera poussée dans la zone «rouge». Dès lors, l'Union soviétique n'aura plus besoin de négociations diplomatiques avec la partie roumaine, ni de région tremplin pour exporter son idéologie. L'armée de propagandistes, fonctionnaires et d'autres cadres, formés grâce à la politique nationale et culturelle appliquée en RASSM, débarquera en Bessarabie pour édifier la société

¹ IV-a Oblastnaja Konferentsiia Moldavskoi Organizatsii KP(b)U, 10-16 noiabria 1927 goda. *Stenograficheskii otchet*, Balta, 1928, pp. 308-309 cité par *Ibidem*, p. 3.

² *Bratskoe sodruzhestvo narodov SSSR (1922-1936), Sbornik dokumentov*, Moskva, 1964, pp. 401-402, cité par Elena NEGRU, *Politica etnoculturală...cit.*, p. 34.

³ Michael BRUCHIS, *One Step Back. Two Step Forward: On the Language of the Communist Party in the National Republics*, East European Monographs, New York, 1982; Elena NEGRU, *Politica etnoculturală...cit.*, p. 34; Dans les républiques soviétiques d'Asie centrale, la «latinisation» a aussi une autre fonction: elle «fige les différences dialectales, dans le sens où l'arabe ne notait pas les voyelles brèves», entérinant la territorialisation faite le plus souvent de manière arbitraire. Olivier ROY, *La Nouvelle Asie centrale...cit.*, pp. 127-128.

socialiste sur les ruines du régime bourgeois. Les politiques de moldavisation et d'indigénisation confirment ainsi, *post factum*, leur nécessité.

Les politiques de la langue

En RASSM, comme dans d'autres républiques soviétiques en phase d'«édification culturelle et nationale», la question de la langue littéraire dépasse de loin le domaine d'étude des linguistes pour acquérir une importance éminemment politique. Entre 1924 et 1940, la «langue moldave» change à plusieurs reprises – et de façon discontinue – sous l'impact de différents facteurs et intérêts, locaux et extérieurs. Les débats qui portent sur l'alphabet et la norme de la langue officielle de la RASSM sont révélateurs des dissensions internes de la direction du Parti de la république entre deux groupes opposés, les «moldavisants» et les «roumanisants». Les «roumanisants» revendiquent leur position au nom de l'expansion de la révolution prolétaire et de l'influence soviétique en Roumanie, alors que leurs adversaires insistent sur la primauté de l'instauration du socialisme en RASSM à partir du modèle offert par les républiques fraternelles, pour que la République moldave devienne à son tour un exemple attractif pour les travailleurs de Bessarabie et de Roumanie. Dans leur démarche, les «moldavisants» disent également tenir compte de la situation culturelle dans laquelle se trouve la population de la RASSM qui «parle une langue mêlée avec du russe et se méfie de tout ce qui est roumain»¹.

Fabriquer une langue vivante

Soutenus par les hauts responsables ukrainiens et, implicitement, par le Kremlin, les «moldavisants» prennent vite le dessus dans la confrontation avec le groupe adverse et donnent le feu vert à la réalisation du projet de la création de la langue moldave. En mai 1926, une résolution du Comité Régional du Parti communiste décide l'organisation du Comité scientifique moldave. Aussitôt confirmée sa composition le 30 décembre 1926, le CSM, qui n'est composé au début que d'une section linguistique, se met à élaborer le projet de l'orthographe et, peu après, celui de la grammaire de la langue moldave. Au niveau de l'orthographe, les savants du CSM disent adopter le principe phonétique, en approchant la langue écrite au plus près de la «langue vivante des masses des Moldaves». Pour la même raison, la grammaire est simplifiée autant que faire se peut. En revanche, pour des raisons politiques mais aussi personnelles (les linguistes du CSM sont d'origine bessarabienne), la base lexicale de la langue en cours de formation est empruntée au dialecte parlé par les paysans de Bessarabie². À cause de la pauvreté de cet idiome et pour éviter les emprunts à la langue roumaine, 7500 mots simples et composés sont forgés, entre 1927 et 1930, à partir de racines lexicales moldaves ou même russes et ukrainiennes, adaptés morphologiquement à la nouvelle langue³. Alors que

¹ Sténogramme de la réunion du comité d'organisation de la RASSM du 22 août 1924, AOSPRM, f. 49, inv. 1, d. 5, pp. 1-2, cité par Elena NĖGRU, *Politica etnoculturală...*cit, p. 15.

² L. BANIȚĂ, «Un an di lucru a Comitetului moldovnesc pintru învățămînt», *Plugarul Roșu*, 6 janvier 1928, p. 3.

³ Rapport du Comité scientifique moldave au Comité Régional du PC(b) ukrainien pour l'activité de la section linguistique entre 1926 et 1930, AOSPRM, f. 49, inv. 1, d. 1817, pp. 1-2, doc. reproduit in Argentina GRIBINCEA et al. (éd.), *Politica de moldovenizare...*cit, p. 91.

le projet de la création de la langue moldave en était à son début, le secrétaire du Comité Régional du Parti, I. Badeev, se demandait sur le mode rhétorique: «Al-lons-nous copier la langue roumaine, non comprise dans nos villages, ou nous nous efforcerons de créer une langue plus accessible aux masses des paysans?»¹. Le choix penchera bien sûr pour la seconde solution et il sera complètement de son temps. La création des langues était en Union soviétique des années 1920 une pratique courante: après la Révolution, les linguistes soviétiques ont travaillé à l'alphabétisation et la normalisation de 72 langues nationales². Mais en rejetant obstinément l'usage des mots roumains, les linguistes du CSM donnent naissance à une langue à la sonorité étrange et quelque peu ésotérique, même pour les présu-més «moldavophones». La moldavisation s'annonce difficile, tant pour les «au-tochtones» que pour les «allophones». Des pas importants sont faits néanmoins pour populariser les normes de la «langue moldave» avec l'édition de manuels, dictionnaires, livres de tout type, avec la scolarisation et l'alphabétisation d'une partie de la population, etc. La réforme linguistique adoptée début 1932 par le Comité régional du Parti communiste, sous l'influence de Moscou, réduit brusque-ment à néant tous les efforts faits par le CSM et le gouvernement local pour créer et diffuser la nouvelle langue. Cette décision est d'autant plus surprenante que, en pratique, elle officialise la langue roumaine (formellement elle continuera à être ap-pelée «moldave») contre laquelle les savants et les dirigeants moldaves ont conçu et réalisé, en conjuguant leurs efforts, la «moldavisation».

Les sabotages administratifs de la moldavisation

En juin 1926, sur l'indication des instances administratives centrales et ukrai-niennes, le Conseil des Ministres de la RASSM adopte la «Loi sur la moldavisa-tion». Elle se propose précisément de garantir «l'égalité plénière entre la langue moldave et les autres langues véhiculées en RASSM; l'utilisation de la langue moldave dans toutes les institutions d'État; la formation et la promotion des ca-dres d'origine moldave dans les organes du Parti et administratifs»³. Mais les Moldaves représentent une minorité relative (30%) par rapport à l'ensemble de la population de la RASSM et ils constituent la minorité absolue dans l'appareil ad-ministratif de la république (en 1926 leur proportion s'élevait à 5% dans les mi-nistères⁴). Dans ces conditions, les autorités de la RASSM ne sont pas suffisam-ment motivées pour donner cours aux directives qu'elles-mêmes devaient émet-tre, tandis que celles de Kiev ne sont pas assez intéressées à vérifier leur applica-tion. La Commission centrale pour la moldavisation (instance habilitée à vérifier le bon déroulement de la moldavisation) rapporte régulièrement des manque-ments flagrants à la loi de juin 1926, perpétrés souvent avec le concours ou le consentement des fonctionnaires des administrations locales ou même de la ré-publique⁵. Aiguillonnés de temps en temps par des initiatives remontant généra-

¹ «Rapport de Badeev à la II^e Conférence de l'organisation régionale moldave du PC(b) d'Ukraine du 10 novembre 1925», AOSPRM, f. 49, inv. 1, d. 77, pp. 49-52, reproduit in *Ibidem*, p. 43.

² Jean-Marc GAYMAN, «Lutte de classes et guerre des langues en URSS», in Françoise GADET et al. (éd.), *Les Maîtres de la langue*, Maspero, Paris, 1979, p. 154.

³ AOSPRM, f. 49, inv. 1, d. 662, p. 70, doc. reproduit in Elena NEGRU, *Politica etnocul-turală...cit*, p. 49.

⁴ AOSPRM, f. 49, inv. 1, d. 662, p. 28, doc. reproduit in *Ibidem*, p. 57.

⁵ V. à ce propos AOSPRM, f. 49, inv. 1, dd. 661, 662, 1352, 2017, doc. reproduit in *Ibidem*.

lement au Kremlin, les dirigeants ukrainiens agissent sur les responsables moldaves pour donner lieu à des campagnes ambitieuses de « moldavisation » et d'« indigénisation ». Néanmoins, faute de déterminations intrinsèques, ces entreprises finissent par tomber en désuétude.

L'intensification du rythme de l'« édification socialiste » après 1928, dans le contexte du « grand tournant », éveille aussi les énergies sur le « front culturel ». À cette date, le CSM met au point sa conception pour la normalisation et l'homogénéisation de la « langue moldave ». La moldavisation prend progressivement de l'élan. Certains bilans optimistes dénombrent les réalisations faites et surtout qui restent à faire dans ce sens à l'aide de nombreux cours d'apprentissage du « moldave » ouverts en hâte auprès des établissements étatiques. Pour inciter les fonctionnaires à se moldaviser, des suppléments de salaire de 10% sont prévus pour les plus consciencieux et, à l'inverse, des sanctions pour les traînants¹. Ces mesures sont pourtant loin de suffire pour favoriser une moldavisation croissante du personnel administratif. Et cette situation risque de devenir chronique dans les conditions où, plus on monte dans les échelons administratifs, moins on trouve des « moldavophones » natifs².

La latinisation contre la moldavisation

Avec la réforme de la langue de 1932, la « latinisation », le cours faible mais relativement stable de la moldavisation baisse brusquement jusqu'à marquer un mouvement inverse, phénomène appelé dans certains documents « démoldavisation ». À partir de cette date, dans la plupart des institutions d'État le nombre des « moldavophones » est en décroissance³. D'ailleurs, la résistance à la « latinisation » est souvent manifestée ouvertement, à commencer par les savants du CSM, les créateurs de l'ancienne version de la langue moldave. Le président de la filiale moldave de l'Académie, Ion Ocinschi, refuse obstinément de reconnaître la légitimité de la réforme, jusqu'à ce que, selon ses témoignages, un entretien avec Staline en personne ne le convainque du bien-fondé de celle-ci⁴. D'ailleurs, Ion Ocinschi et d'autres « moldavisants » du Comité scientifique seront bientôt évincés pour céder la place à des spécialistes mieux préparés à mettre en application la nouvelle tâche assignée par le Parti: la latinisation. Un certain nombre d'immigrés politiques roumains sont engagés pendant cette période pour suppléer au déficit de cadres créés par la réforme linguistique. L'atmosphère dans les institutions où ils sont invités à collaborer n'est pourtant pas des plus accueillantes. L'administration ne fait d'ailleurs rien pour faciliter leur intégration, sociale et professionnelle. Plusieurs d'entre eux retournent à Moscou ou même sont limogés sous divers prétextes, le plus souvent pour nationalisme⁵.

¹ AOSPRM, f. 49, inv. 1, d. 1809, p. 80, doc. reproduit in *Ibidem*, p. 53.

² AOSPRM, f. 49, inv. 1, d. 2017, p. 36; d. 2401, p. 21, doc. reproduit in *Ibidem*, p. 57, pp. 53-54.

³ AOSPRM, f. 49, inv. 1, d. 2401, p. 12, doc. reproduit in *Ibidem*, p. 57, p. 60.

⁴ Précisément dans un interrogatoire auquel il est soumis en août 1956 par un agent du KGB. V. la reproduction de ce document dans Iurie COLESNIC, « Ion Ocinschi », in *Basarabia necunoscută*, vol. 5, Museum, Chişinău, 2004, p. 238.

⁵ D'après la lettre de E. Bagrov, chef de la section historique du CSM, à l'intention du CC du PC(b) ukrainien sur « les déficiences de la construction nationale-culturelle en Moldavie » de 1933, AOSPRM, f. 49, inv. 1, d. 2392, p. 7.

L'indigénisation contre le nationalisme

La vague d'épurations qui secoue les institutions administratives et culturelles de la RASSM à la suite de l'offensive anti-nationaliste démarrée en 1933 en Ukraine provoque un déplacement d'accents dans la politique nationale, lorsque la moldavisation (apprentissage du moldave par les allophones) perd considérablement son importance au profit de l'indigénisation (formation des cadres autochtones). Un appel à respecter la politique de la moldavisation peut passer en ce moment pour une manifestation de nationalisme. En même temps, les places restées vacantes après le licenciement des «nationalistes» sont relayées par des cadres nationaux d'origine rurale, récemment sortis des *tekhnikums* professionnels ou des cours de spécialisation. Vers 1937, le nationalisme, qui hante depuis un certain temps les établissements administratifs et culturels de la RASSM, élargit progressivement sa sphère de manifestation jusqu'à être associé, dans le contexte des «grandes purges», à d'autres formes irrévocables de discrédit comme le sabotage ou le trotskisme. Aussi, le «nationalisme» devient-il un moyen redoutable à la portée des nouveaux venus désireux de faire une carrière rapide pour écarter leurs adversaires compromis dans les campagnes de moldavisation et de latinisation tombées en disgrâce.

Réformes et contre-réformes linguistiques

La «réforme» linguistique adoptée en 1938 s'intègre dans un contexte général de révision de la politique nationale et culturelle engagée dans toutes les républiques soviétiques. La remise à l'honneur de l'alphabet cyrillique et la réhabilitation du parler populaire et des «emprunts» du russe est corrélative à la «plébéianisation»¹ et à la russification/ukrainisation intensives des institutions habilitées à préserver et à propager les normes de la langue, ainsi que des organes du pouvoir qui contrôlent le bon déroulement de cette activité tellement marquée du point de vue politique. Dans les conditions de l'élimination quasi-totale des spécialistes d'origine roumaine et bessarabienne grâce auxquels la réforme linguistique de 1932 a pu être réalisée, cette «contre-réforme» s'impose comme un palliatif à la mauvaise maîtrise de la langue littéraire par la classe ascendante des nouveaux arrivants, «promus» et spécialistes invités. La nouvelle langue «littéraire» est aux prises avec les tournures et les mots «salonnards» véhiculés par les «roumanisants», sans recourir à des recherches lexicales trop risquées à la manière de celles effectuées par les linguistes «moldavisants» à la fin des années 1920. Dans ce sens elle passe pour une version de compromis entre les deux normes linguistiques précédentes. Le soutien sans réserves exprimé à la «nouvelle» orthographe par des groupes de Moldaves – étudiants et kolkhoziens – en des lettres collectives publiées dans le journal moldave plusieurs numéros de suite après la mise en place de la réforme lui confère aussi le mérite d'avoir enfin établi un consensus social.

¹ Par ce terme, Marc Ferro entend la submersion progressive, dans les premières années après la Révolution d'octobre 1917, des échelons supérieurs du Parti Communiste et des appareils d'État soviétiques par les nouveaux membres du PC d'origine populaire, phénomène qui aboutit à «une lente substitution des valeurs traditionnelles aux valeurs révolutionnaires». Marc FERRO, *Des Soviets au communisme de guerre*, Gallimard/ Juillard, Paris, 1980, pp. 238, 247. D'autres historiens, comme Nicolas WERTH (dans *Être communiste sous Staline*, Gallimard/ Juillard, Paris, 1981, entre autres ouvrages), l'emploient pour désigner un phénomène analogue observé en URSS durant les années 1920-1930.

L'ÉDIFICATION NATIONALE-CULTURELLE EN RASSM OU LE MONASTÈRE DU MAÎTRE MANOLE

Lors de sa visite en RASSM en 1928, Panaït Istrati comparait l'«édification socialiste» réalisée en cette république soviétique au monastère d'Argeș de la vieille légende roumaine¹, où le maçon Manole essaie désespérément de bâtir les murs du monastère pendant la journée, à mesure qu'ils s'écroulent la nuit. P. Istrati a fait preuve d'un esprit d'observation qui a surpris – et anticipé en large mesure – l'essence même de l'époque des plans quinquennaux. L'image du monastère d'Argeș convient on ne peut mieux pour décrire la construction dite nationale-culturelle en RASSM.

Toutes les réformes linguistiques mises en place en RASSM – en 1928, en 1932 et en 1938 – repartent à chaque fois de bases complètement neuves, en rupture brutale avec la norme linguistique précédente, et réduisent à néant les mesures prises par les autorités pour scolariser et alphabétiser la population et pour promouvoir une culture écrite autochtone. De même, les politiques de l'indigénisation et de la moldavisation, très démocratiques dans l'idéal, sont systématiquement sabotées par les responsables locaux – majoritairement russophones – qui devraient en assurer l'exécution en dépit de leurs propres visions et intérêts sur les rapports qu'ils doivent avoir avec la population «autochtone». Les politiques d'«indigénisation» sont également compromises par le soupçon obsessionnel des gouvernants centraux, ukrainiens et locaux envers des tendances prétendument nationalistes qui seraient fomentées par la population autochtone et surtout par les intellectuels et les employés locaux. Cette crainte est complètement non fondée, puisque les soi-disant tendances nationalistes manifestées par la population moldave sont visiblement moins graves que les manifestations de chauvinisme et de xénophobie perpétrées par des représentants d'origine russe ou ukrainienne. Les campagnes anti-nationalistes, appliquées en Moldavie soviétique sur le modèle des mesures similaires mises en place en Ukraine, débouchent sur des purges générales des institutions administratives et culturelles. Effectuées régulièrement pour défaire les groupes d'intérêt et empêcher de possibles manifestations subversives parmi les employés et les intellectuels, les purges ont pour effet secondaire l'instauration de rapports de confrontation et d'émulation à la base de ressources extérieures à la compétence professionnelle. Ainsi, au lieu d'élever la qualité des services, les épurations favorisent la promotion de la médiocrité. Chacune de ces politiques nationales et culturelles, qui poursuivent au départ l'édification d'une société plus juste et d'une nation souveraine, finit par se heurter à une contre-mesure lancée par les mêmes instances administratives pour pallier les effets pervers produits par ces politiques.

Pour que le monastère cesse de s'effondrer, le maître Manole doit maçonner dans les murs de sa bâtisse sa propre épouse. Quel est le sacrifice que les architectes de la nation moldave auraient dû faire pour étayer leur édifice? Selon P. Istrati, pour que l'entreprise modernisatrice entamée par les communistes réussisse, ceux-ci devaient sacrifier leur Doctrine, telle qu'elle s'était constituée dans la deuxième moitié des années 1920 et qui serait à l'origine des échecs de l'administration soviétique. En examinant l'évolution des politiques nationales et

¹ Panaït ISTRATI, *Vers l'autre flamme: après seize mois dans l'URSS*, Gallimard, Paris, pp. 111-112.

culturelles et leur mise en place en RASSM pendant la période de l'entre-deux-guerres, on observe que le principal obstacle auquel se confronte l'administration stalinienne dans le domaine national et culturel relève moins des principes de sa Doctrine que de la multitude des «idéologies» nationales successives, chacune tendant à s'imposer à chaque fois comme définitive, et surtout des intérêts hétéroclites et souvent contradictoires mis en jeu dans cette entreprise. La divergence des «doctrines» et des intérêts qui fractionne la classe dirigeante de la petite république autonome finit par sacrifier l'œuvre de construction culturelle-nationale ainsi que ses ingénieurs. Ainsi, au terme de deux décennies d'édifications sans relâche, la société moldave soviétique doit à nouveau tout reconstruire.

Au niveau culturel, les répercussions de ces reconstructions successives sont plus profondes que dans d'autres domaines, puisque, en réalité, plus que dans la légende, il est difficile de détruire du jour au lendemain ce qui a été érigé pendant des années. La nation dite moldave en ressort avec un conglomérat d'éléments hétérogènes qui tendent à donner naissance à leur propre réalité, une réalité qui ne va pas nécessairement de pair avec les projets soviétiques d'ingénierie sociale mais qui devront être pris en compte par les gouvernements successifs, à partir de 1940, lors de l'annexion de la Bessarabie et de la formation de la République Soviétique Socialiste Moldave, et surtout après 1944, lorsque ces territoires sont récupérés.